

DÉCLARATION CONJOINTE DE SOLIDARITÉ CONTRE L'AGRESSION MILITAIRE ENVERS L'IRAN

1ER MARS 2026

Nous, une coalition de forces progressistes, syndicats, mouvements de jeunesse et de femmes, réseaux de justice fondés sur la foi, militants-chercheurs, organisations panafricaines et afro-diasporiques, et formations communautaires à travers l'Afrique, les Caraïbes, l'Amérique latine, l'Amérique du Nord, ainsi que l'Europe et l'Asie, nous ne parlons pas avec une seule voix idéologique ; nous ne partageons aucune analyse de l'État iranien, de sa politique ou de la conduite historique des États-Unis au Moyen-Orient.

Mais nous partageons quelque chose de plus fondamental : un engagement envers la dignité humaine, la souveraineté populaire, l'autodétermination démocratique, et la guerre illégale imposée par les États-Unis et Israël à l'Iran, l'assassinat du Guide suprême, l'enlèvement du président vénézuélien et le blocus illégal de Cuba, ainsi que des fractures démocratiques non résolues au sein même des États-Unis, ont convergé en une seule question mondiale : Le pouvoir sera-t-il limité par la loi, ou la loi sera-t-elle tordue pour légitimer le pouvoir ?

Ce document conjoint est publié à ce moment de convergence, dénonçant l'attaque contre la souveraineté par les États-Unis et Israël.

Là où nous ne sommes pas d'accord (et restons toujours unis)

Nous exprimons nos différences ouvertement, car l'unité fondée sur le silence n'est ni durable ni honnête. La majorité d'entre nous estime que toute action armée extérieure contre l'Iran, quelle que soit sa justification, constitue une violation inacceptable de la souveraineté et constitue un précédent dangereux pour le Sud global. D'autres d'entre nous soutiennent même que l'Iran devrait protéger le droit de sa population à des manifestations pacifiques. Certains d'entre nous rejettent les sanctions catégoriquement comme une punition collective ; d'autres soutiennent que les mesures multilatérales, en dehors de la force militaire, peuvent être légales si elles sont véritablement conçues pour protéger les civils.

Pourtant, à travers ces désaccords, nous partageons des lignes rouges non négociables : aucune conquête déguisée en sauvetage. Aucune répression déguisée en ordre. Aucune punition collective déguisée en politique. Aucune impunité déguisée en stabilité.

Ce sur quoi nous sommes d'accord : Principes qui ne changent pas avec les drapeaux

L'interdiction de l'usage de la force n'est pas facultative

La règle interdisant l'usage de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique des États est une pierre angulaire du système international.

La souveraineté populaire appartient aux peuples, pas aux mécènes

L'avenir politique de l'Iran doit être déterminé par les Iraniens eux-mêmes, et non par la coercition, la politique d'assassinat ou des transitions imposées de l'extérieur.

Les mesures coercitives unilatérales qui approfondissent la souffrance violent le cœur moral du droit

Les sanctions qui entravent délibérément l'accès à la nourriture, aux médicaments, aux finances ou au développement ne peuvent être conciliées avec des obligations en matière de droits humains.

Les démocraties ne peuvent pas exporter ce qu'elles ne protégeront pas chez elles

La crédibilité mondiale d'un État est indissociable de sa conduite démocratique intérieure. L'incohérence démocratique affaiblit l'autorité morale et corrode la légitimité de l'action extérieure.

Guidés par le droit international et la solidarité entre les nations, nous appelons aux mesures immédiates et pratiques suivantes :

- Condamner sans équivoque l'agression militaire contre la République islamique d'Iran.
- Exhorter le Conseil de sécurité des Nations Unies à convoquer une session d'urgence et à lancer une enquête indépendante sur la légalité de l'attaque.
- Désescalade immédiate et cessation de nouvelles actions militaires ou menaces contre l'État iranien et son peuple.
- Des garanties de protection civile, avec un appel immédiat à cesser les bombardements des enfants iraniens et des zones civiles.
- Appeler à la protection de la souveraineté iranienne
- La cessation des sanctions et des mesures économiques visant à provoquer de la souffrance dans la population en rejetant l'instrumentalisation des sanctions économiques, des blocus et de l'exclusion financière comme outils de coercition et de punition collective.
- Soutenir les voies diplomatiques et les négociations multilatérales qui respectent les droits souverains et cherchent à résoudre pacifiquement.
- Mobiliser de larges manifestations publiques, des forums et des campagnes éducatives pour exposer le coût humain d'une intervention militaire unilatérale.

Notre position repose sur le plus large éventail d'engagements internationaux et régionaux, y compris, mais sans s'y limiter, la Charte des Nations Unies (égalité souveraine, non-usage de la force, non-intervention, autodétermination), la Déclaration sur les relations amicales (1970), la Déclaration universelle des droits de l'homme, la PIDCP et le PIESCR, les Conventions de Genève, le Statut de Rome de la CPI, les cadres de l'ONU et du HCDH traitant de l'impact des mesures coercitives unilatérales sur les droits de l'homme,

Nous affirmons que la paix ne peut être atteinte par des frappes aériennes ou une intimidation militaire. Une paix durable nécessite un dialogue, une reconnaissance mutuelle et le respect des normes internationales.

Les peuples du monde ne doivent pas supporter le coût de la rivalité géopolitique exprimée par la force armée. La guerre contre l'Iran est la guerre contre tous les peuples libres du monde. C'est un risque économique mondial, une menace humanitaire et un défi direct à l'ordre juridique international.

Nous assistons aujourd'hui à cette agression au Venezuela, en Iran et dans de nombreux autres endroits, mais qui sera le prochain ? Si nous ne parvenons pas à nous unir contre cette menace maintenant, aucun pays, que ce soit le nôtre ou d'autres, ne sera en sécurité demain

Arrêtez la guerre contre l'Iran. Respecter le droit international. Défendez les droits de tous les peuples.

SIGNÉ

SIGNATAIRES

Action pour le Développement de la Jeunesse Angolaise et Étrangère (ADJAE), Angola

Amis du Congo, République démocratique du Congo

APP/Bénin, France

APP/Burkindi, Burkina Faso

Association ANJUD (Association nigérienne des jeunes unis pour le développement), Niger

Association Synergie panafricaine (ASPA), Tchad

Centre pour la paix et la justice de Kisumu, Kenya

Coalition de la diaspora togolaise pour le changement et la démocratie (CODITOGO), Togo

Collectif Afrique, France

Comité culturel pour la démocratie au Bénin (CCDB), Bénin

Comité pour les activités économiques extérieures OCDS BRICS, Nigeria

Confédération générale des travailleurs de Côte d'Ivoire (CGT-CI), Côte d'Ivoire

Confédération syndicale des travailleurs du Bénin (CSTB), Bénin

Convention People's Party, Ghana

Coordination nationale de la Planète de la jeunesse panafricaniste du Burkina Faso (PJP-BF),
Burkina Faso

Coordination nationale des associations de veille citoyenne (CNAVC), Burkina Faso

Dynamique unitaire panafricaine, France

Fédération des syndicats des travailleurs des entreprises franches et textiles – SEMPIZOFI,
Madagascar

Fédération nationale de l'éducation (FNE), Maroc

Forces vigoureuses et patriotiques du Mali (FVPM Faso Josira), Mali

Front pour une révolution populaire et panafricaine anti-impérialiste (FRAAP), Sénégal
Front progressiste panafricain, Ghana
Le Mouvement panafricain, République démocratique du Congo
Ligue panafricaine – Umoja, France
Mouvement africain de jeunesse pour la promotion de l'Union africaine (MJAPUA), Gabon
Mouvement Harbiste, Djibouti
Mouvement panafricain des femmes pour la liberté des peuples et le progrès social (MFLPP), Bénin
Mouvement progressiste des peuples africains, Guinée Conakry
Mouvement socialiste du Ghana (SMG), Ghana
Mouvement Tunisie en Avant, Tunisie
New Power Europe, Gabon
Nous Pouvons, Mauritanie
Organisation panafricaine, Ghana
Panafricanisme Aujourd'hui, Afrique du Sud
Panafricanistes Mabedja, Comores
Parti communiste du Bénin (PCB), Bénin
Parti communiste soudanais, Soudan
Processus des communautés noires (PCN), Colombie
Quartier général de la révolution (QGR), Mali
State55 Afrika, Cameroun
Suluhu, Comores
Syres-Côte d'Ivoire (Syndicat pour la revalorisation du personnel de l'enseignement secondaire en Côte d'Ivoire), Côte d'Ivoire
Union des populations du Cameroun – Manifeste national pour l'instauration de la démocratie (UPC-MANIDEM), Cameroun